

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

FONDS POUR L'INTÉGRITÉ DE L'AFRIQUE

# Une initiative de la BAD

*En réponse aux défis auxquels sont confrontés les Etats membres régionaux de la Banque africaine pour le développement (BAD), dont l'Algérie est membre, dans le cadre de la lutte contre la corruption, et conformément aux priorités de cette institution, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé le mercredi 9 novembre 2016 la création du Fonds pour l'intégrité de l'Afrique (FIA).*

Ce Fonds, proposé par le «Département intégrité et lutte contre la corruption» (DILC) de la Banque, financera des programmes contribuant à la prévention, à la détection et à la répression de la corruption, ainsi qu'aux investigations.

Le Fonds appuiera aussi des mesures de soutien au recouvrement des avoirs volés et à l'atténuation des pertes financières provoquées par les sorties illégales de capitaux des Etats membres régionaux de la Banque, ce qui renforcera la transparence et la responsabilisation dans le cadre de la gestion des ressources publiques.

Les bénéficiaires cibles des subventions de ce Fonds sont notamment les services de répression, les institutions de

contrôle publiques, les autorités fiscales et d'autres organismes publics africains, des organisations de la société civile et des établissements d'enseignement et de recherche. Des entités dont le DILC a découvert, à la suite de ses investigations, qu'elles se livraient à des activités de corruption et à d'autres activités répréhensibles, ont accepté de leur plein gré de conclure des accords transactionnels avec la Banque.

Le FIA sera financé exclusivement par l'imposition de sanctions financières découlant de ces accords, pour un montant total d'environ 55,25 millions de dollars. À l'heure actuelle, 33 millions de dollars des Etats-Unis ont été déposés sur le compte séquestre de la Banque.

L'Algérie devrait s'impliquer «Nous devons faire preuve d'une tolérance zéro à l'égard de la corruption, qu'elle soit interne ou externe. Nous devons sérieusement renforcer nos systèmes», a affirmé le président de la BAD, Akinwumi Adesina, une fois le FIA approuvé par le Conseil d'administration.

La directrice du DILC, Anna Bossman, a pour sa part ajouté : «Grâce à l'adoption du FIA, les sanctions financières découlant du régime de sanctions de la Banque sont réinvesties dans des mesures de lutte contre la corruption. Nous sommes sûrs que le FIA deviendra un modèle pour d'autres.»

Le FIA est un instrument innovateur fournissant à la Banque une plateforme supplémentaire pour répondre aux priorités de développement dans ses Etats membres régionaux dans le domaine de la lutte contre la corruption, sans puiser dans les fonds des donateurs traditionnels.

Il permet à la Banque de respecter l'engagement qu'elle a pris envers ses Etats membres régionaux, à appuyer leurs efforts visant à améliorer la per-



formance des organes de lutte contre la corruption en matière de prévention, d'investigations et de répression des pratiques prohibées et à renforcer leurs

méthodes de gouvernance. Il faut espérer que l'Algérie ne reste pas en marge de cette initiative de la BAD.

LSC

## «UN SYSTÈME DANS LEQUEL UNE FACTION AU POUVOIR PRIVILÉGIE SES INTÉRÊTS AU DÉTRIMENT DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL» En Afrique du Sud, un grand patron accusé de corruption démissionne

Brian Molefe, P-DG de l'électricien Eskom, est soupçonné d'avoir favorisé les affaires de la famille Gupta, proche du président sud-africain Jacob Zuma, dans la revente d'une mine de charbon. Les avocats de ce dernier ont tenté d'empêcher la publication du rapport mettant en cause ses liens avec la famille Gupta, le 1<sup>er</sup> novembre, à la Haute Cour de Prétoria. Il a été rendu public le 2 novembre.

Les yeux rougis, Brian Molefe revient sans envie affronter les caméras après s'être épuisé pour sécher quelques larmes. Le PDG de la compagnie nationale d'électricité sud-africaine Eskom a été mis en cause dans un rapport sur la corruption. Sur l'estrade, il a démenti avant de craquer. Il démissionnera le 1<sup>er</sup> janvier. «Si les accusations sont fondées, c'est la tragédie d'un homme réputé pour ses compétences qui, comme d'autres en Afrique du Sud, a fini par être aspiré par un système dans lequel une faction au pouvoir privilégie ses intérêts au détriment de l'intérêt général», juge Anthony Butler, spécialiste des politiques publiques à l'université du Cap.

### DES MOTS POUR LE DIRE

## «La société paie un prix extrêmement lourd à la corruption»

«Il y a un sentiment d'impuissance parce que beaucoup de citoyens de la région témoignent d'un impuissant ressentiment qui leur fait dire que la corruption généralisée est totalement installée et qu'on ne peut rien faire contre elle, ce qui aurait quelque chose de spécifique à l'Afrique.

Mais en même temps, lorsqu'on examine les analyses qui ne concernent pas seulement le continent africain, on comprend très vite qu'il s'agit d'un phénomène qui est mondial et que, pour lui apporter des réponses, il faut également l'envisager comme tel, c'est-à-dire qu'il faut décomposer le problème, l'examiner sous ses différentes dimensions et proposer des approches qui ont fonctionné ailleurs...

Il faut vraiment construire les coalitions pour pouvoir montrer que finalement la société paie un prix extrêmement lourd à la corruption, même si quelques catégories d'acteurs profitent énormément de cette corruption généralisée.»

**Gilles Yabi, économiste béninois, fondateur de «Wathi», un centre de réflexion participatif créé à Dakar en 2015**

## Guide de conformité et de lutte contre la corruption pour les entreprises africaines

Ce sont les entreprises africaines qui seront heureuses de la création de ce nouvel outil mis en place par la Banque africaine de développement (BAD).

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ont élaboré un nouvel outil pour améliorer la lutte contre la corruption, en particulier celle qui touche aux entreprises du continent. Le document dénommé «Guide de conformité et de lutte contre la corruption pour les entreprises africaines» a été mis à la disposition des entreprises africaines de toutes tailles depuis le 28 octobre 2016.

Selon le président de la BAD, Akinwumi Adesina, il s'agit ainsi d'accompagner les entreprises africaines dans la construction d'une économie plus forte et plus saine mais aussi améliorer leur compétitivité. Le guide permettra au secteur privé, dont certains acteurs ne disposent pas de système interne de lutte contre la corruption, de se doter d'une politique de lutte adéquate.

Des recommandations et indications en vue de la mise en œuvre des mécanismes sont également incluses dans ce guide. «Les entreprises peuvent faire barrage à la corruption, un crime corrosif qui érode la force de nos économies et la confiance des citoyens dans nos institutions publiques et privées.

En travaillant ensemble pour favoriser la transparence, le respect et la responsabilité, nous pouvons lutter contre la corruption et promouvoir des économies plus

fortes, plus saines et plus justes sur le continent africain», a souligné pour sa part Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

### Urgences

148 milliards de dollars ! C'est ce que l'Afrique perd chaque année du fait de la corruption. Le chiffre a été révélé par la Banque africaine de développement (BAD) qui a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire), le mois dernier, une conférence internationale consacrée à la corruption sur le continent. L'institution bancaire panafricaine a profité de cette rencontre pour lancer un guide invitant les entreprises africaines à se conformer à la politique de lutte contre la corruption.

Les chiffres sont édifiants sur la réalité de la corruption en Afrique. Elle coûte 148 milliards de dollars au continent chaque année et les flux illicites qui partent de l'Afrique sont évalués à 60 milliards de dollars. Cette proportion représente 1,5 fois les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique, soit 120% de l'aide publique au développement reçue par l'Afrique. Pour Akinwumi Adesina, le président de la BAD, l'accélération de la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites sont des urgences pour permettre la transformation économique de l'Afrique. Le constat est en fait un euphémisme puisque les investissements et les capacités des entreprises qui travaillent en Afrique sont considérablement ralentis par les dessous-de-table et la corruption.

LSC